

Agbeyome Kodjo : « Le compromis politique... est un signe de grandeur »



Le président de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) se prononce sur le dialogue politique inter-togolais en cours. Les pourparlers, qui devraient permettre au pouvoir de Faure Gnassingbé et à la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition de solder la question des réformes constitutionnelles et institutionnelles, sont actuellement aux arrêts. Agbéyomé Kodjo invite les protagonistes à parvenir à des résultats qui élèvent la nation en se départissant des intérêts partisans.

Agbéyomé Kodjo se prononçait ainsi dans le cadre de la commémoration du 58^e anniversaire de l'indépendance du Togo. Et sur ce sujet, l'homme politique estime que beaucoup de choses ont été réalisées. Mais en même temps, il pense que beaucoup reste à faire.

Revenant à la situation politique que traverse actuellement le pays, l'ancien Premier ministre suggère aux protagonistes de trouver un compromis politique.

« Le compromis politique est une variable républicaine d'ajustement qui n'humilie personne. Il est un signe de grandeur qui surpasse nos égos personnels et place la nation au-dessus de toute considération partisane », a-t-il posté

sur sa page facebook.

Dans ce sens, l'ancien candidat à la Présidence togolaise souhaite que les protagonistes du dialogue en cours puissent, dans la paix et sans violences, parvenir à des résultats qui élèvent la nation et ouvrent au peuple togolais le chemin de l'espérance, de l'accomplissement et du vivre ensemble.

« Seul devra compter le Togo », a conclu Agbeyomé Kodjo.

{loadmoduleid 210}

Entamé depuis le 19 février pour ne durer que 10 jours, le dialogue politique inter-togolais, bloque actuellement sur les modalités du rétablissement de la version originelle de la Constitution de 1992 et ses implications lors de l'élection présidentielle de 2020.

Lors de la 3^e séance du dialogue facilité par le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, les discussions ont achoppé sur la question d'une nouvelle candidature du Chef de l'Etat actuel, Faure Gnassingbé en 2020. Pour l'opposition, M. Gnassingbé n'a plus droit à une autre candidature après ses 3 mandats. Au niveau du pouvoir, on ne l'entend pas par cette oreille.